

HISTOIRE ET VIE POLITIQUE

Les rapports entretenus par l'histoire avec la vie politique remontent à l'évidence aux origines mêmes de notre civilisation occidentale et les rappels obsédants, que les orateurs attiques mettent dans la bouche des hommes politiques, dans l'Athènes du V^e siècle, établissent entre les événements contemporains qu'ils vivent et les temps anciens de leurs pères qu'ils évoquent, en sont bien le symbole. Ils y cherchent déjà des références et des modèles pour l'action.

La constitution, au cours de l'Antiquité, d'un *corpus* d'œuvres historiques et de textes juridiques, depuis la démocratie athénienne, l'empire d'Alexandre, la République romaine jusqu'à l'Empire romain, a ainsi permis à l'Occident de disposer d'une masse très importante de références, de modèles utilisables tout au long de son évolution. Et, pour ne s'en tenir qu'à la France, il est évident que les clercs qui ont entouré les rois et orienté la construction politique de notre nation et de son État, ont trouvé, dans le Code de Justinien, par exemple, matière à réflexions et à applications politiques.

Pendant longtemps — plusieurs siècles — un dialogue s'est ainsi engagé entre les responsables de la vie politique et l'histoire de l'Antiquité, qui à chaque génération et à chaque circonstance nouvelle étaient interrogés. Plutarque, Tacite, Tite Live, Suétone se trouvaient ainsi questionnés et il est nécessaire de se souvenir de l'imprégnation par la culture classique, et par les historiens en particulier, des grands acteurs de la Révolution française et de l'Empire. Les noms des héros de l'Antiquité peuplent les discours de tous les orateurs révolutionnaires et Plutarque accompagne en permanence Napoléon. Autrement dit, à chaque période d'incertitude politique, de mutation, d'hésitation sur les décisions à prendre pour conduire le pays vers son avenir, au niveau des symboles comme de la réflexion, on reprenait le dialogue avec l'histoire, pour s'y ressourcer et y trouver des leçons.

Ce dialogue a été permanent jusqu'au XX^e siècle ; il n'est que de se souvenir de Jules Isaac publiant *Les Oligarques* sous l'Occupation et il

semble clair que la diffusion par l'école, les collèges des Jésuites, puis les lycées classiques, de la culture de l'Antiquité à travers le grec et le latin, a permis la formation d'hommes politiques façonnés par des modèles anciens. On le voit avec une intensité de plus en plus grande à mesure que nous abordons les temps des Révolutions, avec l'avènement de la république, de la démocratie, de la France impériale, se construisant en partie sur les souvenirs encore vivants de l'empire romain. Les grands hommes politiques de la III^e République, depuis Gambetta jusqu'à Herriot, en passant par Ferry, se situent, pour la majorité d'entre eux, dans cette relation à l'histoire ancienne, et il faut noter que, si les historiens français se sont tellement intéressés à la démocratie athénienne, c'est que le sujet se trouvait induit par la construction du système politique français et, qu'à travers l'exemple de la démocratie directe de l'Agora, il s'agissait de construire et de justifier le fonctionnement d'une démocratie parlementaire représentative, tandis que les Allemands s'intéressaient davantage à Alexandre et à l'Empire romain, et que Napoléon III avait écrit un *Jules César*.

Il est d'ailleurs plus qu'anecdotique de noter que de nombreux hommes politiques de la France moderne et contemporaine avaient une formation et une culture d'historiens. Et justement, à partir du XVIII^e siècle, se construit une histoire « nationale » qui vient relayer celle de l'Antiquité. Montesquieu, Mably, Rousseau, Condorcet, Voltaire en sont les protagonistes, relayés aux siècles suivants par Tocqueville, Thiers, Guizot, Michelet, jusqu'à Jean Jaurès et son *Histoire socialiste de la Révolution française*. Au moment où, pour beaucoup, cette Révolution marque le véritable début de notre histoire politique moderne, avec l'émergence de « partis » politiques et la liberté d'exprimer ses différences et ses choix, l'énumération qui vient d'être faite nous révèle un éventail d'options différentes. Tous ces historiens sont explicitement ou implicitement engagés dans des voies politiques différentes.

Et l'action politique s'inscrit bien entendu dans l'histoire, dans la mesure où elle se situe dans la continuité de l'évolution d'une société, d'une nation, sur lesquelles elle souhaite imprimer sa marque, au minimum, et, au maximum, en diriger l'évolution soit pour maintenir les équilibres réalisés, soit dans un objectif de transformation sociale souhaitée, dans la durée, ou dans l'urgence. Et bien sûr, ceci induit des différences de lecture et d'explication de l'histoire.

Dans le contexte d'une lecture de l'histoire, conçue avant tout comme politique et idéologique, il est en effet des *laudatores temporis acti* pour qui le monde d'hier était un paradis perdu, la décadence en marche, et qui stigmatisaient la « stupide loi du nombre ». Comme le disait

en cours un de mes professeurs d'histoire au lycée de l'avenue Janvier à Rennes : « Dans la nuit du 4 août, la France est tombée par terre, et depuis, elle ne s'est plus jamais relevée. »

Nous ne pouvons pas oublier, en effet, que jusqu'à la Seconde Guerre mondiale a existé un parti royaliste puissant, l'Action Française, comprenant des intellectuels de talent : Bainville, Daudet, Gaxotte, se posant autour de Maurras comme des maîtres à penser et des guides politiques, et préconisant le retour à la monarchie et le retour à une société « à l'ancienne ». Déconsidérés dans leur ensemble par leur attitude majoritaire sous le gouvernement de Vichy, il n'en reste pas moins que l'interprétation de l'histoire à laquelle ils adhèrent sert toujours de guide politique à une partie, certes marginale, de la société française, qui se caractérise aujourd'hui, à travers l'intégrisme religieux et une sympathie plus ou moins active aux thèses du Front National, par les thèmes du refus de la décadence, le nationalisme, la xénophobie, l'antisémitisme et la hantise de l'Islam. Ce sont les chantres d'une France immobile, à la société bloquée, tournée exclusivement vers son passé.

Mis à part les « réactionnaires », au sens étymologique du terme que je viens d'évoquer, trois lectures différentes de l'histoire vont longtemps coexister. Il est difficile d'affirmer *a priori* qu'elles sont induites de pratiques politiques particulières, ou que ce sont ces positions politiques qui induisent des lectures différentes de l'histoire.

Il n'en reste pas moins que, d'une part, une fraction importante des citoyens va porter son choix sur une évolution libérale et lente des institutions de l'État français et de la société, plus portée vers le conservatisme que vers le mouvement et se satisfaisant des résultats acquis et de l'équilibre social atteint. Pendant ce temps, d'autres, pour des raisons morales, humanistes ou religieuses, vont choisir de prendre en compte le sort des couches sociales les plus défavorisées et tenter de construire une société plus solidaire, un socialisme démocratique, tourné vers les plus faibles, les plus défavorisés, tous ceux que Michelet glorifie dans *Le Peuple*.

Enfin, un dernier groupe va longtemps croire à la possibilité de construire une société radicalement nouvelle permettant la naissance d'un homme nouveau délivré de toutes ses aliénations autant économiques que politiques et culturelles, au prix d'une révolution violente et de la prise en charge par l'État de l'ensemble des transformations économiques, sociales et politiques souhaitées.

Il est remarquable d'ailleurs que les courants politiques orientés à gauche, radicalisme, socialisme démocratique, idéologie révolutionnaire, se réfèrent les uns et les autres à l'histoire de la Révolution, même s'ils en choisissent des périodes différentes, et des contenus différents,

en référence. Comme je demandais un jour à Charles Tillon les raisons de sa révolte de la Mer Noire et de son entrée au Parti Communiste, il m'a répondu : « Il s'agissait de continuer la Révolution française, de reprendre le cours de l'histoire, là où elle en était restée au 9 thermidor. » Tandis évidemment que, pour Guizot et ses successeurs, cette histoire s'était trouvée achevée avec la victoire politique de la bourgeoisie en 1830.

C'est bien la preuve de la nécessité de références historiques, indispensables, pour affirmer les valeurs et les repères auxquels l'action politique se réfère, mais c'est aussi le symbole de la présence d'un autre protagoniste de la vie politique, à savoir la société et ses diverses composantes.

Depuis 1789, en effet, malgré des interruptions et des incomplétudes, « les Français ont pris la parole » et, à travers la naissance et le développement de l'opinion publique, les citoyens ont peu à peu émergé, conscients de leurs responsabilités, libres, et de plus en plus majeurs politiquement, auxquels les acteurs politiques se doivent de demander ce qu'ils souhaitent, afin d'en tenir compte, dans leurs propositions de programme d'actions. Ils ne peuvent, s'ils veulent accéder au pouvoir, que tenir compte des revendications exprimées. C'est ainsi qu'un nouveau facteur apparaît dans la vie politique et démocratique, lié aux situations concrètes du présent, qui d'ailleurs est souvent relié lui aussi à l'histoire. Il est ainsi caractéristique que les partis politiques français de gauche, d'abord révolutionnaires, ont à un moment donné de leur histoire, basculé vers le réformisme et l'acceptation des règles de la démocratie parlementaire sous l'influence de l'opinion publique et des sanctions du suffrage universel : le radicalisme avec Gambetta après l'échec de la Commune de Paris, le socialisme avec Jean Jaurès au moment de l'affaire Dreyfus, le communisme dans les années 1930. Et les uns et les autres ne manquent pas de réaffirmer leur filiation avec la Révolution française et de maintenir pendant longtemps un discours de type révolutionnaire.

Mais il est bien évident qu'il n'existe pas d'opinion publique unanime et qu'en fonction même des structures de la société française les divisions idéologiques que nous avons déjà évoquées s'affirment et se traduisent politiquement de manière concrète. La vision de l'histoire passée et celle de l'avenir à construire sont plurielles. Quand le Général de Gaulle écrit au début de ses *Mémoires* « Toujours, je me suis fait une certaine idée de la France », il est bien évident et l'histoire justement l'a montré, que tous les Français ne possédaient pas, de façon unanime, cette même certitude.

Et précisément, les partis politiques français, particulièrement nombreux sous les III^e et IV^e Républiques, assumaient la responsabilité de traduire cette diversité, à l'intérieur du cadre général d'un système institutionnel très majoritairement accepté. La République et la démocratie ne sont plus contestées sérieusement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

C'est dans ces conditions d'ailleurs que, comme la politique, l'histoire va être amenée à prendre acte de l'irruption des masses dans la vie, et à ne plus se borner à être l'histoire des hommes illustres ou de grandes forces sociales abstraites, mais en tant que science humaine, à s'enrichir de l'étude des économies, des sociétés, et enfin des mentalités, dans les États et les nations en mouvement sur le long et le court termes. Marx, si vilipendé aujourd'hui, avant tout à cause de l'usage dévié que certains ont fait de sa pensée, est celui à partir de qui une histoire nouvelle va commencer à pouvoir s'écrire, tenant compte des luttes, des ruptures, des tensions sociales, entre groupes sociaux et classes, en fonction de la place qu'ils occupent dans l'appareil de production. Comme instrument d'analyse, l'apport de la réflexion issue de Marx a gardé une grande partie de sa valeur, tant du moins qu'elle ne se transforme pas en dogme et tient compte de la formule que l'on prête d'ailleurs à Marx lui-même : « Ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste. »

Il semble clair qu'une conception de l'histoire, renouvelée par l'émergence d'outils d'analyse nouveaux, empruntés aux sciences sociales et humaines, marque le XX^e siècle et n'a pas manqué de modifier, parfois de manière décisive, la connaissance du passé et de son impact sur des situations contemporaines. La façon d'appréhender les situations politiques et d'imaginer des actions à mener — « Gouverner c'est prévoir », écrit Pierre Mendès France — s'en trouve par là même transformée et, on l'a dit depuis longtemps déjà, il ne peut pas y avoir de bonne pratique politique sans qu'on ait d'abord mené une analyse correcte d'une situation donnée et de ses causes. Sans diminuer en rien le rôle personnel des hommes dans l'histoire, même si, pendant toute une période au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, sous l'influence du communisme, celle-ci avait été considérablement mino- rée, sans diminuer non plus l'importance, parfois décisive des événements historiques, depuis Marc Bloch, Lucien Febvre, en passant par Braudel et Duby, l'histoire de la longue durée et l'histoire des mentalités, exprimées par l'école des *Annales*, sont apparues comme des innovations de la pensée historique désormais incontournables.

Mais durant ce temps, le monde dans lequel nous vivons a changé profondément, lentement d'abord à la fin du XIX^e, sans que nous en prenions une conscience aiguë, au cours et aux lendemains de la Première Guerre mondiale, puis de plus en plus rapidement à partir de la Seconde. Il en résulte que le monde d'aujourd'hui nous donne l'impression de reposer sur des fondements radicalement différents de celui de l'entre-deux-guerres, ou plutôt que nous vivons dans un temps incertain où un monde est en train de disparaître, tandis qu'emportés par un mouvement de plus en plus rapide, nous sommes déjà entrés dans un monde nouveau, dont nous avons le plus grand mal à discerner les contours.

Ceci n'a pas certes été facile à admettre, et rares sont ceux qui, dès 1920, ont pu accepter l'idée que le retour à la situation d'avant-guerre était illusoire et impossible. La majorité des politiques et des intellectuels s'appuyaient sur une large classe moyenne immobile et conservatrice, au cœur de cette société qu'évoque F. Sieburg dans *Dieu est-il Français ?* Façonnée par une pensée qui demeure très traditionnelle et qui oppose une résistance farouche au changement, elle était rejointe par de larges fractions des milieux populaires modelées, les unes et les autres, par le récit, diffusé par l'école, d'une histoire synthétique et grandiose de la nation française, par la célébration rituelle des liturgies nationales et par l'exaltation d'un destin singulier de la France et des Français.

Les Français peinent à prendre conscience de l'effacement progressif du rôle dirigeant des nations européennes, et tout particulièrement de la France en tant que grande puissance. Tout se passe comme si l'intégration de l'idéologie nationale dans la culture commune de l'opinion publique française avait rendu aveugle aux changements la majorité des intellectuels et des décideurs politiques.

Et pourtant, dès 1919, dans *La Crise de l'Esprit* et quelques années plus tard, dans des œuvres suivantes, Paul Valéry entame ses réflexions sur la relativité et la précarité de l'histoire « science des choses qui ne se répètent pas », difficilement utilisable dans le cadre de la complexification croissante du monde contemporain, où l'échelon national perd de son importance et où « rien ne se fera plus sans que le monde entier ne s'en mêle », en même temps qu'il lance le célèbre thrène « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles... »

C'est le diagnostic du déclin de l'Occident européen et de ses valeurs fondées sur l'humanisme, l'idéologie du progrès, de la liberté, de l'individualisme, de la responsabilité personnelle, de la solidarité, de la recherche du bonheur personnel, dans le cadre du bonheur collectif, qui se sont mises en place, chronologiquement, au cours de notre histoire, et dont le leitmotiv incessant structure l'évolution de notre histoire contemporaine et les directions de nos politiques les plus novatrices. L'avenir prévisible de l'histoire se masque et l'on voit réapparaître, chez les intellectuels les plus conscients, la perception de l'existence du destin, qui s'oppose au concept même de l'histoire.

En effet, l'émergence de la notion de destin est liée à la conviction qu'il est devenu quasiment impossible, pour chacun, d'avoir la possibilité de peser sur sa propre histoire et d'orienter son avenir, dans un avenir collectif ; il ne s'agit plus que de subir, de se conformer. Le futur est déjà là, et il oblige à changer sans cesse, à s'adapter aux multiples aspects toujours renouvelés de son évolution. Pouvoirs scientifiques, technologiques et pouvoirs économiques, intimement liés, s'affermissant et se renouvelant sans cesse, nous obligent. Nous sommes tournés vers un futur largement imprévisible, avec le sentiment qu'il s'est constitué, en dehors de nous, de notre raison, de notre volonté, de notre histoire.

De fait, depuis le milieu du XIX^e siècle, les hommes ont le sentiment qu'en même temps qu'ils sont dépossédés petit à petit de leur identité, ils le sont par là même de leur propre histoire. Marx est réputé, entre autres, annoncer l'incapacité de l'homme d'agir en son nom propre et autrement qu'en porte-parole de la classe sociale à laquelle il appartient, et de ce fait, son incapacité d'agir politiquement en suivant sa propre volonté et d'assumer sa propre responsabilité. S. Freud et, plus tard, R. Jakobson le décrivent comme l'expression de l'inconscient qui l'habite, ou des structures mentales induites par le langage et par la civilisation dans lesquels il s'insère.

Le mouvement des changements va s'accélérer après la Seconde Guerre mondiale et les années qui suivent, période marquée par la déliquescence progressive de l'État-nation européen, au profit des États-Unis et de la montée en puissance de l'URSS avant qu'elle ne s'écroule, de l'Asie, mais et là aussi on assiste à la progressive construction européenne dans le contexte d'une mondialisation économique et de grandes ruptures politiques et culturelles, comme celle de Mai 1968. Corrélativement, la mise en cause de la démocratie représentative favorise une recherche de la participation plus directe du citoyen à la responsabilité politique, à travers la décentralisation, ce que P. Mendès

France appelait de ses vœux dès 1960. Il faut ajouter encore les thèmes autogestionnaires qui ressortissent à la même logique, et le mouvement de libération de la femme.

Dans une civilisation désormais dominée par les sciences, les technologies, la vie économique, ce que l'on a appelé la fin des idéologies, la revendication de la référence à l'histoire apparaît trop souvent comme l'expression d'une curiosité passéiste par rapport à un monde qui s'est déjà enfui, et au mieux comme la recherche de racines, de repères, dans un monde sans rivages, ou d'explicitations d'un passé occulté et ramené au jour par le « devoir de mémoire ».

Tout se passe comme si les hommes se trouvaient dans l'incapacité de plus en plus grande d'analyser par rapport aux leçons du passé des situations de plus en plus complexes devant lesquelles ils sont placés, ce qui témoigne d'une crise de la pensée et de l'action politiques.

Ayant personnellement eu l'honneur et la responsabilité de siéger pendant sept ans à la direction nationale d'un parti politique, le P.S.U., je puis témoigner que chacune de nos réunions mensuelles débutait par l'analyse la plus rigoureuse possible de la situation au moment où nous nous réunissions, sur les plans économique, social, politique, avant de passer aux références historiques possibles. Mais, au fur et à mesure que les années s'écoulaient, après les tentatives de mettre en perspective historique les événements de Mai 1968, ces références à l'histoire, à l'exception de celle du socialisme, se sont faites de moins en moins nombreuses.

Dans une société démocratique libérale, telle que la société française où l'opinion publique est désormais constituée par la voix de l'ensemble de la population, comme expression de la souveraineté populaire, l'autorité politique est à l'évidence exercée au nom de celle-ci par ses représentants. Sous peine d'être électoralement et donc politiquement désavoués, ils sont bien chargés, dans ce cadre de la démocratie représentative de prendre des décisions approuvées par le peuple. Mais on ne peut que constater, parmi les jeunes générations et même les moins jeunes, que l'avènement de la société de consommation dans laquelle nous vivons a profondément modifié l'échelle des valeurs et la nature des repères et qu'aujourd'hui, toutes les couches sociales impliquées dans cette société de consommation et de l'argent font de la réussite économique les valeurs de référence. Corrélativement, on peut constater, dans cette société nouvelle, un déficit certain de connaissances historiques, et par là même, de repères visibles et acceptés, parallèlement à un désengagement important par rapport au politique, à l'origine de nombreuses absentions lors des élections.

Ne serait-ce pas parce que, dans le monde qui est en train de se construire, après l'échec des grandes utopies politiques, nous ne savons plus bien interpréter les évolutions, ni quelles questions poser à l'histoire qui nous permettraient de préciser comment tenter de peser sur le futur, et aussi parce que l'action politique elle-même paraît avoir perdu la capacité de décider, d'inventer, de prévoir pour l'avenir, à un certain niveau du moins ?

Si l'on en croit une enquête publiée, il y a peu dans l'hebdomadaire *La Vie* (1996), pour 64% des Français le pouvoir est d'abord « dans les mains des marchés financiers », pour 52% chez les élus, pour 50% dans les médias, pour 41% chez les hauts fonctionnaires, et pour 36% dans les institutions européennes. Parallèlement, 61% des Français estiment que « ce sont les marchés financiers qui déterminent les décisions des hommes politiques, la volonté des citoyens ne comptant que pour 10% ».

Ces chiffres amènent à l'évidence à réfléchir à la question de savoir si l'économie mondialisée, la société technocratique d'une part, d'opinion d'autre part, dans lesquelles nous vivons, connaissent un modèle dans l'histoire et il nous faut répondre tout de suite : non. Les expressions de l'opinion publique manifestées à travers les élections mais aussi les sondages, les enquêtes, le syndicalisme, les multiples « vous avez la parole » et tribunes libres des médias : journaux, radios, télévisions, les lobbies de tous genres, occupent l'espace, et conditionnent les esprits, en attendant le Web. Elles sont devenues, sauf exception rarissime, la référence ultime de la pratique politique, sans que l'on puisse d'ailleurs affirmer, bien sûr, que cette opinion se constitue en totale liberté. On prête à Claude Roy la réflexion suivant laquelle « l'opinion est ce qui est produit, en demandant aux gens de parler pour dire ce qu'ils pensent de ce qu'ils ne connaissent pas, et sur lequel ils ne pensent rien ». La démocratie au contraire consiste à demander aux gens leur opinion sur ce qu'on leur a donné les moyens de connaître.

Cela dit, dans notre pays, marqué par une vieille culture historique et politique, il demeure encore possible, semble-t-il, de faire émerger des opinions, reflets des besoins ressentis, mêlés bien sûr à des thèmes diffusés par les médias. Mais opinions susceptibles d'échapper pour l'essentiel à l'influence des puissances financières, industrielles et médiatiques et de s'inscrire dans notre histoire, participant à l'« exception française » et susceptibles ainsi de permettre au politique d'apparaître malgré tout comme l'instance chargée de prendre en compte l'intérêt général, au-delà de tous les intérêts particuliers. C'est dans la logique de toute l'évolution de notre histoire depuis le XVIII^e siècle que Robert Badinter peut ainsi proposer au Parlement de voter

l'abolition de la peine de mort, refusée pourtant par une majorité de nos concitoyens.

Pourtant les choses ne sont pas aussi simples, et nous avons essayé de montrer que la crise de la pensée politique est profonde, et d'autant plus que les instruments d'évaluation semblent aujourd'hui insuffisants. Tout se passe comme si, nous l'avons vu, les structures anciennes, à commencer par l'économie, avaient explosé et que le capitalisme triomphant, puisqu'il n'existe plus d'antagonisme crédible, s'était métamorphosé en des réseaux difficilement identifiables. Nouvelle classe ouvrière, bourgeoisie nouvelle, capitalisme nouveau, nouvelle entreprise, nouvelles technologies, accompagnent la troisième révolution industrielle, que des études économiques, sociologiques, politiques, commencent en tâtonnant à décrypter, et qui commence à occuper les espaces laissés libres par le retrait du monde ancien, et nous constatons combien il est difficile de penser ces innovations au rythme où elles apparaissent, et aussi combien il est périlleux d'y résister.

Auguste Comte a, en son temps, montré que la pratique politique ne pouvait se borner à l'idéologie, qu'il était nécessaire et indispensable de tenir compte des contraintes. Elles sont d'abord économiques, liées au renouvellement des technologies et à l'incontournable économie de marché, qu'en son temps l'État national était chargé de réguler. Au temps de la mondialisation qui va pouvoir réellement assurer sa succession ? Elles sont aussi culturelles, avec l'idéologie de la modernité qui émerge des événements et des leçons de Mai 68, de la transformation progressive des revendications collectives : la montée des revendications individuelles, catégorielles, particulières, la contestation de la médiation politique et la revendication d'une permanente concertation, déclarée inexistante quand, au nom de l'intérêt général, le politique se trouve dans l'impossibilité de prendre en compte ces revendications particulières.

À vrai dire, pourtant, cet aspect de la transformation du politique nous permet sans doute de retrouver l'histoire et ses enseignements. Exercice permanent du contrôle du politique par l'opinion publique, tel que le souhaitait Alain, et suffrage universel exprimé en permanence par les sondages, ou bien naissance d'une démocratie « prétorienne » sous le contrôle des masses plus ou moins manipulables, tout au moins pour ce qui est de la politique au quotidien. Tel est le dilemme.

Il n'en reste pas moins que, parallèlement à un avenir collectif qui se construit dans la complexité repérée, sinon expliquée, la politique se décline aussi en effet au quotidien, dans la gestion des collectivités locales, la cité, la communauté de communes, le département, la région, qui aujourd'hui, peut être plus que la nation, vivent et se déve-

loppent autour d'un sentiment d'appartenance forte à une collectivité. Communauté de passé, de présent, de destin, plongée permanente dans une histoire et un patrimoine sans cesse évoqués aujourd'hui. Il s'agit bien, plus que jamais, d'en prendre les mesures, et sur ces bases solides de construire un avenir plus humain, à l'échelle de la vie quotidienne, en n'oubliant jamais que ce sont les hommes qui font l'histoire et qu'ils en sont, les politiques au premier chef, les responsables.

Pierre-Yves Heurtin